

(1)

(N° 19.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 2 DÉCEMBRE 1910.

Budget des voies et moyens pour l'exercice 1911 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (1), PAR M. LEVIE.

MESSIEURS,

L'an dernier, le 9 décembre, M. le Ministre des Finances, au cours de la discussion du budget des voies et moyens, disait à la Chambre : « Nous »
» voici, Messieurs, au vingt-sixième budget général, présenté par le Gou-
» vernement actuel. J'ose en garantir l'équilibre parce qu'il repose sur des
» bases établies avec prudence. »

A cette époque, dans la plupart des pays, les derniers budgets soldaient en déficit : c'était le cas pour la France, l'Angleterre, l'Allemagne et les États-Unis, comme pour la Hollande et la Suisse. On s'ingéniait à y trouver des ressources nouvelles. La création de nouveaux impôts y devenait une nécessité.

Et l'honorable Ministre continuait en ces termes : « Témoins de »
» ces tribulations, nous avons pu rester fidèles à nos traditions de prudence »
» et de bon sens, si profondément enracinées dans la mentalité belge et qui »
» s'inspirent de la sage maxime : proportionner ses dépenses à ses ressources. »
» C'est ainsi que nous avons réussi à clôturer le budget de 1907 avec un »
» boni de 2 millions et demi; l'exercice 1908 était particulièrement péril- »
» leux; débutant et finissant en pleine crise, il nous laissera néanmoins un »
» excédent de recettes de près de 2 millions; enfin, je suis heureux de pou- »
» voir assurer dès aujourd'hui, que le budget de 1909 nous donnera un »
» résultat très satisfaisant.

» Pour résumer notre gestion financière, nous avons pu présenter au »
» pays, à l'occasion de la célébration du XXV^e anniversaire du Gouverne- »
» ment catholique, une gerbe de bonis de 180 millions. »

L'honorable Ministre pourra cette année tenir le même langage et affirmer l'équilibre du budget qu'il présente pour 1911.

(1) Budget, n° 41.

(2) La section centrale, présidée par M. Nerinx, était composée de MM. Troclet, Ortega, Levie, Van Cauwenbergh, Mechelynck et Bruyninx.

L'exposé général et la note préliminaire donnent, sur ses éléments et ses articles, les renseignements habituels.

*
* *

Les observations présentées, soit dans les sections, soit à la section centrale, ont inspiré les diverses questions qui ont été adressées au Gouvernement. On les trouvera plus loin avec les réponses.

*
* *

Comme les années précédentes, notre régime fiscal a été critiqué par plusieurs.

On a répondu qu'assurément il n'est pas parfait mais que, dans l'ensemble, il supporte avantageusement la comparaison avec le régime des autres pays : en Belgique, la charge moyenne en impôts est vraiment peu élevée et à ce point de vue, comme à beaucoup d'autres, nous jouissons d'une situation privilégiée :

Rapidement nos diverses contributions ont été passées en revue :

a) Les impôts de consommation, particulièrement, sont l'objet de vives attaques. Le reproche peut d'ailleurs s'adresser, et généralement, avec plus de raison, à toutes les nations.

Certes, il serait désirable d'en diminuer l'importance au regard des impôts qui frappent le revenu et la fortune.

Mais il faut reconnaître qu'à côté des consommations utiles, les consommations stériles, nuisibles ou de luxe sont, pour une large part, frappées par l'impôt. Et comment, par exemple, ne pas se féliciter et se réjouir des heureuses conséquences des aggravations des droits sur l'alcool ! La statistique de l'exposé général met en pleine lumière le progrès considérable réalisé dans la lutte contre l'alcoolisme. Et sans songer à contester l'action des influences morales, on ne peut, de bonne fois, nier que le relèvement des droits soit pour quelque chose dans ce résultat.

Il importe, d'ailleurs, de ne pas perdre de vue que l'accroissement de la population et du bien-être général explique le fait, à première vue déconcertant, de la progression des impôts de consommation.

b) L'on a fait observer, dans plusieurs sections, qu'en ligne collatérale, les valeurs mobilières échappent souvent aux droits de succession.

Le grief est malheureusement fondé. La difficulté est d'atteindre la fraude et d'armer l'administration de moyens d'action pratiques.

c) Les droits d'enregistrement n'ont pas échappé à la critique. A quoi il a été répondu qu'une commission, composée de spécialistes, s'en occupait activement et allait toucher au terme de son travail de revision.

En ce qui concerne la réduction des droits d'enregistrement et de transcription en faveur de la petite propriété, faut-il rappeler que le gouvernement avait déposé un projet, visant aussi les droits d'enregistrement sur les actes de partage, et qu'il appartient à la Chambre de le voter, comme elle a voté, le 6 mai 1904, le titre relatif aux partages.

d) 1° Et la contribution personnelle?

Les portes et les fenêtres continueront-elles à être frappées ! Quand la

valeur locative disparaîtra-t-elle pour faire place au revenu cadastral!

2° Et la contribution foncière?

Deux problèmes, dont la solution dépend de l'achèvement du travail de la péréquation cadastrale.

3° Et le régime des patentes!

Modifié partiellement en ces dernières années, sera-t-il soumis à une révision d'ensemble ou à des remaniements fragmentaires et successifs;

4° Et l'impôt sur les valeurs mobilières?

Est-ce assez que les sociétés anonymes paient la patente, les contributions foncières et personnelles, alors que la transmission des immeubles est si lourdement grevée.

Le problème, on le voit, est complexe et malaisé à résoudre.

Exprimer un vœu est, au contraire, chose facile.

Nul n'ignore les difficultés que rencontre, dans un pays voisin, le vote de l'impôt sur le revenu.

Et combien, en Belgique, dans l'état de nos luttes politiques, une révision complète de nos lois fiscales n'en rencontrerait-elle pas?

Peut-on espérer un accord patriotique des partis?

Le but à atteindre est assez noble pour tenter les hommes de bonne volonté.

Il s'agit d'introduire plus de justice et d'équité dans la charge d'impôts, parfois trop lourds pour les uns et insuffisants pour les autres.

Ce qui, depuis tant d'années, se passe pour la contribution personnelle est de nature, il faut l'avouer, à inspirer quelque inquiétude sur l'issue prochaine d'une réforme totale.

Notre histoire parlementaire des soixante dernières années nous montre les ministres des finances abandonnant les uns après les autres la tâche qu'ils étaient, tout d'abord, disposés à mener à bonne fin.

Nul n'a dit, mieux que l'honorable M. Graux — en 1879, 1883, et 1884 — combien cette tâche est périlleuse.

a) En 1879, à la Chambre, il s'exprimait ainsi :

» Les études faites sur cette matière au Département des Finances depuis
» 1849 jusqu'en 1871, ont donné des résultats qui ont fait reculer tous les
» ministres qui se sont occupés de la révision de la loi sur la contribution
» personnelle. Oui, la perception actuelle de l'impôt personnel est arbitraire, mais il en est de cet arbitraire comme de certaines maladies dont
» on meurt quand on veut les guérir. (*Hilarité.*) Il y a cinquante ans que
» le mal existe. Il a survécu à tous mes prédécesseurs au Département des
» Finances, comment veut-on que dès aujourd'hui je le supprime. » —
M. Graux. Séance de la Chambre du 27 juin 1879. *Annales*, page 1354.

b) Peu après il disait au Sénat :

« Ce n'est pas moi qui ai découvert les vices de la loi sur la contribution
» personnelle. Je n'étais pas encore au monde qu'ils étaient déjà signalés.
» Il y a, dans les cartons du Ministère des Finances, cinq projets de loi sur
» la contribution personnelle; aucun d'eux n'a abouti. Les uns n'ont pas

» même été présentés, d'autres ont affronté la discussion, mais ils y ont
 » échoué. La réforme de la loi, par une modification complète des bases,
 » présente des difficultés qui ne pourraient être vaincues que par une
 » majorité puissante, ou, ce qui serait préférable peut-être, par une entente
 » des partis. Quoi qu'il en soit, je doute que cette solution soit pro-
 » chaine. » — M. Graux. Séance du Sénat de 25 juillet 1879. *Annales*,
 page 292.

c) A la Chambre et au Sénat, en 1883, il reprenait la même pensée :

« Voilà 50 ans que la révision de la loi de 1822 est à l'ordre du jour et l'on
 » n'aboutit pas ! Et l'on viendra me faire un grief de ne pas proposer une
 » pareille réforme alors que le Gouvernement se débat contre des difficultés
 » financières considérables, alors qu'il faut lutter contre une opposition qui
 » — eussé-je mille fois raison — ne me donnerait pas une voix ! » M. Graux.
 Séance de la Chambre du 1^{er} août 1883. *Annales*, p. 1696.

« Je reconnais que la contribution personnelle est perçue d'une façon
 » arbitraire. Mais il ne suffit pas de reconnaître les défauts d'un système
 » d'impôt pour pouvoir y porter immédiatement remède. Tous les ministres
 » des finances ont tenté la révision de cette loi. Si je n'avais pas à compter
 » avec l'opposition systématique de la « droite » j'essayerais peut-être ; mais
 » n'est-il pas téméraire d'aborder pareille réforme quand on sait les dissen-
 » timents que soulèvent de telles questions même au sein de son propre
 » parti. » M. Graux. Séance du Sénat du 17 août 1883. (*Annales*, p. 380.)

« Selon moi la révision de la législation en matière de contribution
 » personnelle est désirable ; mais, en raison de la grande importance des
 » modifications qu'elle entraînerait dans la distribution des charges, elle ne
 » devrait être effectuée que progressivement et sans qu'elle dût avoir, en
 » même temps, pour effet immédiat une augmentation notable des ressources
 » qu'elle procure au Trésor. » (M. Graux, séance de la Chambre du
 29 novembre 1883. *Annales*, p. 40.)

d) Une dernière citation. Nous sommes à la Chambre en 1884.

« La législation sur la contribution personnelle, je le reconnais, est défec-
 » tueuse. J'ai eu l'occasion de le dire souvent et l'un des premiers discours
 » que j'ai prononcés devant la Chambre a eu pour objet de montrer les
 » défauts de cette loi ; tous les ministres des finances se sont occupés de
 » cette revision et, si j'avais l'espoir de rencontrer dans le sein de la
 » Chambre une majorité disposée à me suivre, je n'hésiterais pas à tenter
 » cette réforme. Mais elle devrait être discutée en dehors des préoccupations
 » politiques et électorales qui ont inspiré tant de votes depuis un certain
 » temps. » (M. Graux, séance de la Chambre du 22 mars 1884. *Annales*,
 p. 912.)

Faut-il, cependant, s'arrêter devant les difficultés très réelles de l'entre-
 prise ?

Non, mille fois non.

Il est plus d'une réforme, apparemment irréalisable, que le législateur a,
 en ces dernières années, heureusement solutionnée.

Il en sera ainsi de nos impôts. Et, encore une fois, il appartiendra aux

hommes de bonne volonté de tous les partis d'avancer l'heure de cette revision.

*
* * *

Une autre question a appelé l'attention de la section centrale.

Depuis longtemps, dans les sections comme à la Chambre, l'on a, à de fréquentes reprises, préconisé l'autonomie financière des chemins de fer de l'État.

Cette année, la section centrale a invité son rapporteur à exposer la question et à esquisser un projet de solution.

Il défère volontiers à ce désir.

On sait que l'État encaisse toutes les recettes de ses chemins de fer et qu'il en supporte toutes les charges.

Il garde les bonis éventuels et comble les déficits. Il paie régulièrement les dépenses, de quelque nature qu'elles soient : dépenses d'exploitation, d'entretien et d'extension. Si un rail est en mauvais état, l'État le remplace, sur l'ordinaire, par un rail en acier ; un wagon est-il hors d'usage, toujours sur les ressources ordinaires, il est remplacé par un wagon neuf ; si une locomotive n'est plus en état de faire le service, l'État, sur les mêmes ressources, la remplace par une locomotive nouvelle. Et quand il s'agit de dépenses d'extension, — lorsque, par exemple, il devient nécessaire d'augmenter le nombre des locomotives, des wagons et des voitures, — le budget extraordinaire permet d'y faire face.

Quant à la procédure parlementaire et budgétaire, elle est bien connue.

En automne, au mois d'octobre, le gouvernement nous distribue le budget des recettes et des dépenses pour l'exercice suivant. Aux voies et moyens figurent les recettes présumées du chemin de fer ; au budget des chemins de fer, les dépenses d'exploitation ; au budget des recettes et des dépenses pour ordre, la part des compagnies ; à la dette publique, les pensions, les annuités, l'intérêt et l'amortissement de notre dette, dont les deux tiers, approximativement, frappent, en réalité, le railway de l'État.

Quand vient le budget des recettes et dépenses extraordinaires, nous y trouvons prévues les dépenses relatives à l'extension du chemin de fer.

Successivement, nous votons tous ces budgets.

Et lorsque nous avons autorisé ainsi l'État à se procurer les ressources, à encaisser les recettes et à faire les dépenses, nous n'entendons plus, pendant de longs mois, parler du chemin de fer.

Sauf que de loin en loin le *Moniteur* nous tient au courant du mouvement des wagons et du produit des recettes.

Sauf encore que, de temps en temps, les journaux nous apprennent qu'il y a des adjudications pour les charbons, pour la fourniture du matériel, locomotives, etc.

Un jour cependant le silence se fait. Les mois se passent et ce n'est qu'à la fin de l'exercice suivant que nous recevons le compte rendu du chemin de fer.

Et pourquoi à la fin de l'exercice suivant, c'est-à-dire presque un an après ?

Voici : Une loi du 1^{er} mai 1834 enjoint au ministre de déposer son compte rendu au plus tard le 1^{er} juillet, mais, d'un autre côté, la loi de 1846 sur la comptabilité porte que les opérations d'un exercice ne sont, pour la liquidation des recettes et des dépenses, clôturées qu'au 31 octobre de l'exercice suivant.

Ces deux lois donnent donc des directions différentes au ministre et celui-ci, pour se tirer d'affaire, dépose son compte rendu tantôt au mois de juillet, tantôt au mois de septembre.

Il nous est habituellement distribué en décembre.

Et que de choses fictives dans ce compte, dont — est-il besoin de le dire — nul ne songe à contester les éléments, les chiffres et les conclusions.

Fictif le compte d'intérêts et d'amortissement : c'est l'État, en effet, qui dans son budget de la dette publique supporte ces intérêts et l'amortissement d'une façon générale pour toute sa dette.

Fictif aussi le compte courant d'intérêts entre le chemin de fer d'une part et le trésor de l'autre.

Ne serait-il pas préférable de sortir de la fiction pour entrer dans la réalité.

La réalité, c'est la séparation radicale entre les recettes et dépenses du chemin de fer, et les recettes et dépenses de l'État; c'est la distinction entre la comptabilité du chemin de fer et le budget de l'État-pouvoir.

Pour ce qui concerne l'État pouvoir, rien n'est plus rationnel que le budget de prévisions tel qu'il est régi par notre législation. Si, en effet, il s'agit d'impôts, de dépenses normales de l'État, rien de mieux que ce que le législateur constituant a prescrit : avant qu'un exercice commence, les Chambres sont appelées à voter, chaque année, les perceptions d'impôts et à autoriser leur emploi. Il faut qu'il y ait harmonie entre les recettes et les dépenses.

Le législateur constituant se délie de l'exécutif. C'est aux Chambres qu'il appartient de veiller à ce que cette harmonie s'établisse.

Mais lorsque l'État sort de sa sphère d'action normale, lorsque l'État n'est plus le pouvoir agissant, mais qu'il devient industriel, d'autres règles ne doivent-elles pas s'appliquer ?

Un exemple :

Voici un rentier ; nous sommes au début d'une année nouvelle ; il se demande comment il va organiser son train de maison ; il aligne les chiffres de ses recettes, et, d'autre part, les chiffres de ses dépenses présumées ; c'est sur ses revenus qu'il va régler ses dépenses.

C'est ainsi que procède et que doit procéder l'État-pouvoir.

C'est la raison d'être du budget.

Mais ce rentier se fait industriel ; il construit un laminoir, il achète une fabrique de glaces ; et, pour entrer davantage dans la vie industrielle contemporaine, au lieu d'un particulier, prenons une société anonyme.

Va-t-il s'agir encore d'un budget de prévisions, de suppositions et d'hypothèses ? En aucune façon.

Il va s'agir d'un compte de gestion, de faits acquis, de résultats définitifs, et la loi du 18 mai 1873 a organisé sagement tout un ensemble de disposi-

tions préservatrices. Pour la gestion de cette affaire industrielle il y aura un conseil d'administration qui délègue ses pouvoirs à un directeur ; à côté de ce conseil, il y a l'assemblée générale des actionnaires. A la fin de chaque exercice, l'administration dresse un inventaire, puis un bilan qui renseigne exactement la situation active et la situation passive, et en outre un compte de profits et pertes.

N'est-ce pas une solution analogue qui s'impose ici et ne convient-il pas de procéder, quand il s'agit de l'État industriel, comme procéderaient nos compagnies industrielles ? Ce qu'il faut, c'est moins un budget de prévisions qui précède l'exercice, qu'un compte de gestion qui le suit.

Voici comment la loi pourrait, ce semble, organiser cette comptabilité nouvelle.

Au commencement de chaque année, le Ministre des Chemins de fer soumettrait aux Chambres un compte en deux parties.

La première partie serait consacrée aux prévisions pour l'exercice courant : d'une part, les recettes ; d'autre part, les dépenses, en y comprenant toutes les charges, intérêts, pensions et amortissement. Un chapitre spécial prévoirait les dépenses extraordinaires à couvrir par l'emprunt.

La seconde partie se composerait d'un bilan et d'un compte de gestion pour l'exercice ayant pris fin le 31 décembre précédent.

Nous serons bientôt en 1911.

Si le chemin de fer était, au point de vue financier, un service autonome, nous serions saisis, alors, non plus de plusieurs budgets de prévisions parmi lesquels nous devons actuellement rechercher et démêler les diverses dépenses et charges qui concernent le chemin de fer, mais d'un seul budget complet et indépendant où tous ces éléments épars seraient condensés.

Nous serions saisis, en même temps, d'un bilan et d'un compte de gestion de l'exercice 1910, pour tenir lieu du compte rendu que nous ne recevrons qu'en décembre. Le bilan nous donnerait la situation active du chemin de fer, résultant d'un inventaire ; et sa situation passive, c'est-à-dire la partie de la dette publique qui lui incombe.

Le compte de profits et pertes comprendrait les recettes et, en regard, les dépenses, charges diverses et amortissement. S'il y a boni, c'est au chemin de fer à le garder et à l'utiliser, soit en constituant un fonds spécial, soit en l'affectant à des dépenses d'extension. S'il y a mali, assurément le trésor en fera l'avance, à charge de restitution effective.

Il va sans dire qu'ici, comme pour les sociétés anonymes, un rapport du ministre commenterait et compléterait le compte.

Tout cela ne présenterait pas de bien grandes difficultés, paraît-il, si l'on se décidait à entrer dans cette voie.

Nous avons aujourd'hui trois budgets autonomes : le budget des recettes et des dépenses pour ordre, où figurent les fonds des tiers ; le budget ordinaire, qui comprend les voies et moyens et les divers groupes de dépenses, le budget des recettes et dépenses extraordinaires.

Nous en aurions désormais quatre.

On y verrait plus clair, et tout serait simplifié !

Plus de malentendu sur la nature de notre dette publique, dont un tiers seulement est étrangers aux chemins de fer.

Ce qui est vrai pour la dette, l'est aussi pour le budget de recettes et de dépenses ordinaires, dont la moitié se rapporte aux chemins de fer. Vrai aussi pour le budget extraordinaire qui, chaque année, consacre de très nombreux millions aux dépenses d'extension de notre railway.

De telle sorte, que si, tout ce qui est relatif aux chemins de fer était détaché du budget général de l'État, pour faire l'objet d'un budget unique et autonome, tout confusion ou tout malentendu devenant impossibles, notre situation financière apparaîtrait aux esprits les plus prévenus telle qu'elle est en réalité ; c'est-à-dire en tous points excellente.

Qui ne voit, d'ailleurs, que la confusion des finances et des comptabilités pourrait donner, un jour, lieu à des abus.!

Est-il impossible qu'un gouvernement, ne trouvant pas dans les ressources normales dont il dispose, le moyen de faire face à ses dépenses, ne se souvienne opportunément que les recettes des chemins de fer tombent dans le Trésor et qu'il peut y puiser?

Il lui suffira de négliger l'entretien et le renouvellement qui incombent à l'ordinaire, de maintenir des tarifs devenus trop onéreux pour l'industrie nationale.

Si les recettes sont confondues, si les bonis, au lieu de rester au chemin de fer en vue de l'amélioration constante de l'important service des transports, sont mis à la disposition de l'État-pouvoir, quelle tentation pour celui-ci et quel péril pour l'avenir de notre industrie!

D'autre part, il ne faut pas non plus que le chemin de fer et les régies en général puissent être une cause de perte pour l'État.

A tous égards, la séparation des finances et des comptabilités donne des garanties que n'assure pas leur confusion.

La création d'un budget autonome des chemins de fer apporterait à notre comptabilité budgétaire une amélioration incontestable.

Amélioration de forme, dira-t-on. Mais la forme, parfois, emporte le fond!

Si, dans tous les cas, cette esquisse de programme n'appelle pas des objections graves, pourquoi ne pas l'examiner avec le désir d'aboutir?

* * *

Le titre I^{er} du projet de loi qui vous est soumis contient certaines dispositions fiscales qui n'ont guère provoqué d'observations, ni en sections, ni à la section centrale.

L'article premier exempte du droit de patente des artisans qui travaillent seuls ou qui sont assistés seulement de leur femme et de leurs enfants. Pour ceux qui exercent leur profession avec un seul ouvrier, le droit actuel est réduit.

Les articles 2-4 proposent des dispositions nouvelles relatives aux extraits de malt, aux carrures de boîtes de montres et à l'exportation des marchandises d'accise avec décharge des droits.

VOTE EN SECTIONS.

1 ^{re} section . . .	7	oui contre	10	non ;
2 ^e — . . .	10	— —	7	— 2 abstentions ;
3 ^e — . . .	13	— —	7	— 1 abstention ;
4 ^e — . . .	11	— —	6	— 3 abstentions ;
5 ^e — . . .	10	— —	11	—
6 ^e — . . .	12	— —	8	—

EN SECTION CENTRALE.

Le projet a été voté par 5 voix contre 2. En conséquence, l'adoption vous en est proposée.

Le Rapporteur,

MICHEL LEVIE.

Le Président,

E. NERINCX.

**Réponses du Gouvernement aux questions posées
par la Section centrale.**

1^{re} QUESTION.

Le Gouvernement a-t-il établi des règles en ce qui concerne les taxes sur le revenu que votent les conseils communaux ?

Quelles sont ces règles ?

RÉPONSE.

L'initiative des impositions communales et des règlements y relatifs appartient aux conseils communaux ; les décisions qu'ils prennent *dans chaque cas* sont soumises à l'avis de la Députation permanente et à l'approbation du Roi, conformément à l'article 76, 5° de la loi communale.

Le Gouvernement n'a pas cru pouvoir tracer aux communes, en matière fiscale, des règles immuables. La jurisprudence, en matière de taxes communales, doit pouvoir se transformer pour s'adapter à des situations nouvelles ou à des circonstances spéciales à diverses communes. L'estampille gouvernementale donnée en principe à des dispositions réglementaires déterminées ferait obstacle à leur remaniement ou à un refus d'approbation dans un cas particulier : tels inconvénients non prévus au premier examen peuvent se révéler dans la suite et il importe que le Gouvernement n'énerve pas d'avance son droit de contrôle en se liant les mains.

2^e QUESTION.

Qu'a-t-on dépensé par exercice, pour la péréquation cadastrale ? Quelles sont les raisons qui retardent son application ?

RÉPONSE.

Le tableau ci-dessous indique, par exercice, les dépenses effectuées pour la revision cadastrale en cours :

EXERCICES.	DÉPENSES.
1894.	90,227.73
1895.	271,935.43
1896.	357,745.77
1897.	793,876.06
1898.	97,991.98
1899.	107,549.37
1900.	170,681.52
1901.	47,291.06
1902.	29,831.48
1903.	23,605.92

Ce travail reste à terminer en ce qui concerne les fabriques et usines ; on étudie actuellement les moyens de mener ce travail à bonne fin par un procédé plus rapide et moins coûteux que l'évaluation parcellaire. Ces études visent également la révision du revenu des propriétés non bâties.

Il ne saurait être question de mettre en application la péréquation partielle dès à présent accomplie : une loi fixant à nouveau le taux de la contribution foncière ne pourra être faite que pour la généralité des propriétés bâties et non bâties.

3^e QUESTION.

Où en sont les études relatives à la revision de la contribution personnelle ?

RÉPONSE.

La première base de la contribution personnelle est la valeur locative. En vue de donner plus de certitude à cette base, on envisage la substitution du revenu cadastral à la déclaration du contribuable, étant donné que ce revenu serait maintenu constamment dans un juste rapport avec la valeur locative réelle grâce à une nouvelle disposition de la loi sur la contribution foncière établissant la faculté de revision individuelle du revenu cadastral, à la dili-

gence, soit du propriétaire, soit de l'administration, à des intervalles assez courts à déterminer.

Une revision de la loi sur la contribution personnelle est donc subordonnée à la nouvelle loi sur la contribution foncière dont il s'agit dans la réponse à la 2^e question.

4^e QUESTION.

Quelle a été l'augmentation de recettes produite par les dispositions votées, l'an dernier, au budget des voies et moyens : art. 1 et 2 relatifs aux patentes?

RÉPONSE.

L'administration ne possède pas encore les renseignements nécessaires pour indiquer les résultats de la mise en vigueur de l'article 1^{er} de la loi du 29 décembre dernier. On prévoit que, d'une part, l'augmentation résultant de la suppression des maximums s'élèvera environ à 140,000 francs, mais que, par contre, une bonne partie de cette somme sera absorbée par les dégrèvements à résulter de l'application du § 2 du susdit article.

Quant à l'article 2, il est plutôt de portée juridique et ne donnera vraisemblablement lieu à aucune augmentation de produit.

5^e QUESTION.

Quel sera le résultat des dispositions fiscales du titre 1^{er} du projet de loi contenant le Budget des Voies et Moyens pour 1911?

RÉPONSE.

1^o Les dégrèvements à résulter de l'article 1^{er} du titre 1^{er}, visé ci-dessus, s'élèveront approximativement à 50,000 francs en principal et additionnels au profit de l'État;

2^o Il n'est pas possible d'évaluer les résultats des articles 2 et 3, les écritures de la statistique commerciale ne mentionnant pas séparément es produits visés dans ces dispositions. D'une part, l'article 2 décrète une exemption de droits d'entrée en faveur de l'industrie nationale; d'autre part, l'article 3 a uniquement pour but d'empêcher d'éluder le paiement des droits d'entrée établis sur les boîtes de montres;

3^o L'article 4 concerne les pénalités encourues en cas de manquants constatés sur les quantités de marchandises déclarées à l'exportation avec décharge des droits d'accise.

Il n'est pas possible d'évaluer les résultats qui découleront de la déclaration plus exacte des quantités bénéficiant du drawback.

6^e QUESTION.

La section centrale désirerait connaître pour le dernier exercice le nombre des procès-verbaux pour distillerie clandestine et la quantité d'alcool fabriquée en fraude.

RÉPONSE.

Pendant l'année 1909, on a découvert 3 dépôts clandestins d'appareils à distiller et 6 distilleries clandestines.

Il n'est pas possible d'évaluer le montant des droits fraudés. Généralement la fraude ne s'exerce qu'en petit, au moyen d'appareils portatifs installés dans quelque appartement; elle est donc dépourvue de tout caractère industriel et il résulte des constatations que le plus souvent ces distilleries ont fonctionné fort peu de temps.

7^e QUESTION.

Quel est, pour chacun des deux derniers exercices, le montant des droits de succession perçus sur les valeurs mobilières ?

Et quelles sont ces valeurs mobilières ?

RÉPONSE.

La statistique des droits de succession ne permet pas de distinguer ceux qui sont perçus sur les valeurs mobilières de ceux qui sont afférents aux immeubles.

8^e QUESTION.

Quelles sont les intentions du Gouvernement relativement à l'unification du réseau et au tarif téléphoniques ?

RÉPONSE.

Le Gouvernement compte modifier la tarification des réseaux ainsi que les prix de la correspondance interurbaine de façon à répartir plus équitablement les taxes entre les différentes catégories d'usagers, dans la mesure des charges variables que l'Administration doit supporter elle-même.

9^e QUESTION.

L'article 48 prévoit un dividende aux actionnaires de la Société anonyme du Canal et des Installations maritimes de Bruxelles. Y en aura-t-il un ?

RÉPONSE.

Cet article vise le dividende éventuel de l'exercice 1910.

Il n'y a pas eu de distribution de dividende pour 1909 : le solde du boni de cet exercice a été mis en réserve pour travaux imprévus.

On ne peut ni prévoir les résultats du bilan de l'exercice en cours, ni préjuger la décision que prendra l'assemblée générale au mois de mai 1911.

L'article figure au Budget des Voies et Moyens depuis 1906; il convient en toute hypothèse, pour la bonne règle, de l'y maintenir avec son chiffre peu important (200,000 francs).

10^e QUESTION.

Où en sont, au point de vue des cautionnements et de l'article 52 du Budget, les études relatives aux mutualités de comptables?

RÉPONSE.

Ces études ont abouti à la conclusion que pour garantir le maniement des deniers de l'État, c'est-à-dire des deniers de tous, rien n'est à la fois plus efficace et plus juste que la responsabilité personnelle et directe.

11^e QUESTION.

I.

Sur l'article 30 :

1) *Le Gouvernement voudrait-il communiquer un tableau donnant :*

1° *L'indication des biens;*

2° *la date et le prix d'acquisition,*

3° *la date du paiement du prix,*

4° *le loyer actuel,*

5° *la date approximative de l'emploi des immeubles à la destination pour laquelle ils ont été acquis.*

RÉPONSE.

I.

La demande ne vise, sans doute, que les immeubles mentionnés dans la note préliminaire.

Le tableau ci-après donne globalement les renseignements demandés sub. 1° à 4°; la formation d'un tableau détaillé exigerait un travail très long, surtout pour les immeubles situés dans la région d'Anvers.

INDICATION DES BIENS.	Date de l'acquisition.	Prix d'acquisition y compris toutes indemnités généralement quelconques (indemnités pour trouble commercial, indemnités locatives, etc., etc.).	Date du paiement ou de la consignation.	Loyer actuel.	Date approximative de l'emploi des immeubles à destination pour laquelle ils ont été acquis.
100 propriétés acquises en vue de la construction du Mont des Arts, à Bruxelles, petite rue du Musée, rues du Musée, Montagne de la Cour, de l'Empereur, et de Ruysbroeck, non compris les maisons démolies pour la création du Square . . .	de fin 1902 à mai 1908.	9,772,000	au fur et à mesure des acquisitions.	216,185	Il est impossible d'indiquer l'époque où ces immeubles recevront la destination pour laquelle ils ont été acquis.
4487 hectares de terre, prairies, terrains à bâtir, fermes, maisons d'habitation et de commerce, jardins, etc., ont été acquis par l'Etat sur les territoires d'Anvers, Austruweel, Eeckeren, Merxem, Wilmarndonck, Oorderen, Hoevenen, Lillo, Burght, et Zwijndrecht, dans les zones des expropriations décrétées par l'article 8 de la loi du 10 mai 1900 et par les articles 1 et 3 de la loi du 30 mars 1906. Une superficie d'environ 360 hectares est déjà utilisée pour divers travaux . . .	de fin 1900 à ce jour.	46,675,000	idem.	760,000	Idem. Les immeubles seront utilisés au fur et à mesure de l'exécution des divers travaux visés dans les lois autorisant l'expropriation.

II.

L'article comprend-il le revenu des biens de la donation royale et des biens repris dans le traité de cession et l'acte additionnel de 1908 ?

II.

a) L'article 30 comprend le revenu des biens repris dans le traité de cession et l'acte additionnel de 1908, ainsi que le revenu des biens de la donation royale à l'exception de ceux qui dépendent de l'indivision ayant existé entre S. M. Léopol II et S. M. l'impératrice Charlotte, c'est-à-dire du domaine de Ciergnon et d'Ardenne et du domaine boisé de Tervueren.

Le Gouvernement s'occupe du règlement juridique de l'indivision, ce qui soulève de sérieuses difficultés à raison du statut personnel de la princesse.

Dans cette situation d'expectative, les biens continuent d'être administrés par les personnes choisies à cette fin par le Roi au lendemain de la donation et qui composent aujourd'hui le comité spécial dont il est parlé ci-après. La première année de gestion après la cessation de l'usufruit du feu Roi est encore en cours; lorsqu'elle sera révolue, le compte des recettes et des dépenses sera formé selon les prescriptions de la loi de comptabilité.

Il convient d'ajouter que cette première année de gestion est une période transitoire et expérimentale.

b) *Existe-t-il encore une administration spéciale pour ces biens ou sont-ils réunis au Domaine ?*

Quel est éventuellement le coût de cette administration spéciale ?

b) Un arrêté royal du 30 décembre 1908 a institué au Ministère des Finances un service spécial chargé d'administrer les biens provenant de la donation royale, du traité de cession et de l'acte additionnel. Ce service a comme organisme central un comité de cinq membres; l'un est fonctionnaire de mon Département, un autre est fonctionnaire de l'administration des eaux et forêts.

La régie des biens incombe, sous la direction du comité, aux receveurs locaux des domaines.

Il existe, en outre, un personnel d'une vingtaine d'agents et préposés chargés de la gestion et de la surveillance des vastes domaines forestiers et agricoles provenant de la donation.

On estime que l'ensemble du service, pour la totalité de ces domaines, nécessiterait, après organisation définitive, une dépense d'environ 36,000 francs en traitements du personnel spécial et indemnités aux fonctionnaires de l'État qui, en sus de leurs occupations propres, collaborent aux travaux du comité.

c) *La rente prévue pour la donation du domaine de Ciergnon et d'Ardenne est-elle fixée ?*

c) La rente prévue pour la donation du domaine de Ciergnon et d'Ardenne doit, aux termes de l'acte du 9 avril 1900, être équivalente au revenu net moyen du domaine, à estimer souverainement par trois experts dont la désignation appartient au premier président de la Cour d'appel du ressort.

Des pourparlers sont engagés avec les intéressés en vue de la désignation amiable des experts.



(16)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 2 DECEMBER 1910.

Begrooting van 's Lands Middelen voor het dienstjaar 1911 (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER LEVIE.

MIJNE HEEREN,

Tijdens de beraadslaging over de begrooting van 's Lands Middelen zegde verleden jaar, op 9 December, de heer Minister van Financiën tot de Kamer : « Deze is de zes en twintigste algemeene begrooting, door de huidige Regeering voorgesteld. Ik durf het evenwicht ervan waarborgen, » omdat zij steunt op met voorzichtigheid aangelegde grondslagen. »

Toen sloten, in de meeste landen, de laatste begrootingen met een tekort : aldus in Frankrijk, Engeland, Duitschland, de Vereenigde Staten, evenals in Nederland en Zwitserland. Overal beijverde men zich op het vinden van nieuwe middelen. Het invoeren van nieuwe belastingen was er noodzakelijk geworden.

En de achtbare heer Minister zette aldus zijne rede voort : « Getuigen van » deze wederwaardigheden, konden wij getrouw blijven aan onze overleveringen van voorzichtigheid en gezonden zin, zulke diepe wortelen » hebben geschoten in den Belgischen geest en uitgaan van de wijze » spreuk : zet de tering naar de nering. Zoo konden wij erin slagen, de » begrooting van 1907 te sluiten met een overschot van 2 1/2 millioen ; het » dienstjaar 1908 was bijzonder gevaarlijk : het begon en liep af in volle » crisis, doch zal ons desondanks een overschot van ontvangsten laten van » nagenoeg 2 millioen ; ten slotte, verheugt het mij, van heden af te kunnen » verzekeren dat de begrooting voor 1909 eenen zeer voldoende uitslag » zal geven.

« Om ons financieel beheer beknopt samen te vatten, konden wij, bij de

(1) Begrooting, n° 4¹.

(2) De Middenafdeeling bestond uit den heer Nerinx, voorzitter, en de heeren Troclet, Ortega, Levie, Van Cauwenbergh, Mechelynck en Bruyninx.

- » XXV^e verjaring van de katholieke Regeering, het land eene grave van
» boni's aanbieden van 180 miljoen. »

Dit jaar zal de achtbare heer Minister dezelfde taal kunnen voeren en het evenwicht bevestigen van de begrooting die hij voor 1911 voorstelt.

Het algemeen verslag en de voorafgaande nota verstrekken de gewone inlichtingen over hare bestanddeelen en hare artikelen.

* * *

De in de afdeelingen en in de middenafdeeling gemaakte aanmerkingen gaven aanleiding tot de verschillende vragen die tot de Regeering werden gericht en die men verder vinden zal met de antwoorden.

* * *

Evenals de vorige jaren werd ons fiscaal stelsel door verscheidene leden bestreden.

Daarop werd geantwoord dat het voorzeker niet volmaakt is, doch dat het in zijn geheel gerust de vergelijking kan onderstaan met het stelsel van de andere landen : in België is de gemiddelde last der belastingen gering en in dit opzicht, evenals in veel andere, verheugen wij ons in eenen bevoorrecht toestand.

Onze verschillende belastingen werden vlug besproken :

a) De verbruiksbelastingen vooral worden hevig aangevallen. Dit verwijt kan overigens, en over 't algemeen met meer recht en reden, gericht worden tot al de landen.

Het ware voorzeker wenschelijk, ze te verminderen tegenover de belastingen die op inkomen en vermogen zijn gelegd.

Toch dient te worden erkend dat, naast nuttige voorwerpen van verbruik, de nuttelooze, schadelijk artikelen evenals de weeldeartikelen voor een aanzienlijk deel door de belasting worden getroffen. Bij voorbeeld, wie acht zich niet gelukkig en verheugd over de heilzame uitkomsten van de verhooging der alcoholrechten ! De statistiek van het algemeen verslag doet duidelijk uitschijnen welke vorderingen de strijd tegen drankmisbruik gemaakt heeft. En zonder iets te willen afnemen van de werking der invloeden van zedelijken aard, kan men toch niet te goeder trouw betwisten dat de verhooging der rechten geen deel heeft gehad in dezen uitslag.

Men dient, overigens, uit het oog niet te verliezen dat de aangroei van de bevolking en van de algemeene welvaart het op het eerste gezicht verbazend feit van de toeneming der verbruiksbelastingen verklaart.

b) In verschillende afdeelingen werd aangemerkt dat, wanneer het geldt nalatenschappen in de zijlinie, de roerende goederen vaak aan de erfenisrechten ontsnappen.

Dit is, jammer genoeg, waarheid. De moeilijkheid ligt in het opsporen van het bedrog en in de keuze der practische middelen die men daartoe het bestuur zou verschaffen.

c) De registratierechten werden ook niet gespaard. Er werd geantwoord dat eene commissie van vakmannen zich met de zaak onledig hield en eerlang haar herzieningswerk zou klaar hebben.

Over de vermindering der registratie- en overschrijvingsrechten ten behoeve van de kleincigendommen weze gezegd dat de Regeering een wetsontwerp heeft ingediend, hetwelk insgelijks de registratierechten op de akten van boedelscheiding bedoelt, en dat de Kamer dit ontwerp slechts heeft goed te keuren, zooals zij op 6 Mei 1904 het gedeelte betreffende de boedelscheidingen goedkeurde.

d) 1^o En de personeele belasting?

Zullen deuren en vensters belast blijven? Wanneer zal de huurwaarde als grondslag van inkomsten verdwijnen en vervangen worden door het kadastraal inkomen?

2^o En de grondbelasting?

Dit zijn twee vraagstukken waarvan de oplossing wacht naar de voltooiing van het werk der herziening van het kadastraal inkomen.

3^o En de wetgeving op het patentrecht?

Zal het deze laatste jaren gedeeltelijk gewijzigd stelsel opnieuw worden onderworpen aan eene algemeene herziening of zal men bij gedeelten, het een na het ander, te werk gaan?

4^o En de belasting op roerende goederen?

Volstaat het dat de naamlooze vennootschappen enkel patent, grondbelasting en personeele belasting betalen, wanneer daarentegen de overgang van onroerende goederen zoo zwaar is belast?

Men ziet dus wel dat het vraagstuk zeer ingewikkeld en de oplossing moeilijk is.

Een wensch uiten is integendeel gemakkelijk.

Men weet algemeen met welke moeilijkheden het aannemen van de belasting op het inkomen in een naburig land te worstelen heeft.

En welke bezwaren zou eene algemeene herziening van onze fiskale wetten niet opleveren in België, waar de politieke strijd zoo hevig woedt?

Kan men daaromtrent op de eensgezindheid der partijen rekenen?

Het te bereiken doel is verheven genoeg om de mannen van goeden wil te verzoeken.

Het geldt hier, meer rechtvaardigheid en billijkheid in het stelsel onzer belastingen te brengen, die soms te zwaar zijn voor de eenen en de anderen niet in voldoende mate treffen.

Wat sedert zooveel jaren gebeurt met de personeele belasting is van aard, men moet het bekennen, om eenige onrust te verwekken over het spoedig tot stand komen van eene volledige hervorming.

Uit onze parlementaire geschiedenis van de jongste zestig jaar blijkt dat de ministers van financiën achtereenvolgens van de taak afzagen, die zij bij den aanvang vast besloten waren tot een goed eind te brengen.

Niemand heeft beter dan de heer Graux in 1879, 1885 en 1884, gezegd hoe gevaarvol deze taak is.

a) In 1879 zegde hij in de Kamer :

« De studie, die van 1849 tot 1871 in het Departement van Financiën » over deze kwestie gemaakt werd, gaf zulke uitslagen dat al de ministers, » die zich bezig hebben gehouden met de herziening der wet op de per- » soneele belasting, deze taak hebben opgegeven. Ja, de huidige heffing van » de personeele belasting is willekeurig, doch het gaat met deze willekeur » zooals met zekere ziekten waarvan men sterft als men ze wil gene- » zen. (*Gelach.*) Deze kwaal is reeds vijftig jaar oud. Zij heeft al mijne » voorzaten in het Departement van Financiën overleefd, hoe kan men dus » verlangen dat ik ze heden nog doe verdwijnen! » -- (De heer Graux. Kamerzitting, 27 Juni 1879. *Handelingen*, bl. 1354.)

b) Kort daarna zegde hij in den Senaat :

« Niet door mij werden de gebreken van de wet op de personeele belas- » ting ontdekt. Ik was nog niet geboren, toen er reeds werd op gewezen. Er » rusten in het Ministerie van Financiën vijf wetsontwerpen op de per- » soneele belasting; aan geen van allen werd er gevolg gegeven. De eene » werden zelfs niet ter tafel gelegd, andere kwamen in behandeling, doch » leden schipbreuk. De herziening der wet op gansch nieuwe grondslagen » levert moeilijkheden op, die slechts door eene machtige meerderheid uit » den weg kunnen worden geruimd, of, wat wellicht verkieslijk zou zijn, » door eene overeenkomst onder de partijen. Wat er ook van zij, ik geloof » niet dat de oplossing nabij is. » (De heer Graux. Senaatzitting, 25 Juli 1879, *Handelingen*, bl. 292.)

c) In de Kamer en in den Senaat hervatte hij dezelfde gedachte in 1883.

« Seder 50 jaar staat de herziening der wet van 1882 aan de orde van den » dag en men komt tot geen uitslag! En dan doet men mij het verwijt, » soortgelijke hervorming niet voor te stellen op het oogenblik dat de Regee- » ring tegen zware financieele moeilijkheden te worstelen heeft, dat men te » strijden heeft tegen eene oppositie die — al hadde ik duizendmaal gelijk » — mij geen enkele stem zou geven! » (De heer Graux. Kamerzitting, 1 Augustus 1883. *Handelingen*, bl. 1696.)

« Ik erken dat de personeele belasting willekeurig wordt geïnd. Doch het » volstaat niet, de gebreken van een belastingstelsel te erkennen om het » onmiddellijk te kunnen verbeteren. Al de ministers van financiën hebben » gepoogd deze wet te herzien. Zoo ik niet af te rekenen had met de stelsel- » matige tegenkanting der rechterzijde, zou ik het wellicht beproeven; doch » is het niet gewaagd dergelijke hervorming aan te vatten, wanneer men » weet welke oneenigheid over deze vraagpunten bestaat zelfs in zijn eigene » partij? » (De heer Graux. Senaatzitting, 7 Augustus 1883. *Handelingen*, bl. 330.)

« Naar mijne meening, is de herziening der wetgeving over de personeele » belasting wenschelijk; doch, om de aanzienlijke wijzigingen die cruit » zouden volgen in de verdeeling der lasten, zou zij slechts moeten » geschieden bij gedeelten en zonderdat zij onmiddellijk leiden zou tot eene » merkelijke vermeerdering van de middelen die zij aan de Schatkist ver-

» schaft. » (De heer Graux. Kamerzitting, 29 November 1883. *Handelingen*, bl. 40.)

d) Nog eene laatste aanhaling, uit eene Kamerzitting in 1884.

« Ik erken dat de wetgeving op de personeele belasting gebrekkig is. » Herhaaldelijk had ik de gelegenheid dit te zeggen, en een mijner eerste » redevoeringen in de Kamer had ten doel, de gebreken dier wet aan te » wijzen; al de ministers van financiën hebben zich onledig gehouden met » deze herziening, en zoo ik mocht hopen in de Kamer eene meerderheid te » vinden die bereid zou zijn om mij te volgen, dan zou ik niet aarzelen deze » hervorming te beproeven. Doch deze zou moeten behandeld worden buiten » alle beslommeringen van politiek of verkiezingen, die sedert eenigen tijd » zooveel stemmingen beheerschten. » (De heer Graux. Kamerzitting, 22 Maart 1884. *Handelingen*, bl. 912.)

Moet men nochtans weerhouden worden door de onbetwistbare bezwaren, die de onderneming oplevert?

Neen, duizendmaal neen.

Meer dan eene hervorming, die scheen niet tot stand te kunnen gebracht worden, werd in de jongste jaren door den wetgever met goed gevolg ingevoerd.

Dit zal ook het geval zijn met onze belastingen. En het zij nogmaals gezegd: van de mannen van goeden wil uit al de partijen zal het afhangen dat tot deze herziening spoedig wordt overgegaan.

* * *

Nog op een ander vraagstuk werd de aandacht van de Middenafdeeling gevestigd.

Sedert lang, en herhaaldelijk, in de afdeelingen zoowel als in de Kamer, werd het zelfstandig beheer der Staatsspoorwegen in financieel opzicht aangeprezen.

Dit jaar verzocht de Middenafdeeling haren verslaggever, dit vraagstuk uiteen te zetten en een ontwerp van oplossing te schetsen.

Volgaarne beaamt hij dezen wensch.

Men weet dat de Staat al de ontvangsten zijner spoorwegen int en er al de lasten van draagt.

Hij behoudt de winsten en dekt de verliezen. Hij betaalt regelmatig de uitgaven van allen aard: uitgaven voor exploitatie, voor onderhoud en uitbreiding. Is een spoorstaaf in slechten staat, dan wordt zij door den Staat vervangen, op den gewonen dienst der begrooting, door eene stalen staaf; komt een wagen in onbruik, dan wordt hij, steeds op den gewonen dienst, door een nieuwen vervangen; weigert eene locomotief den dienst, dan vervangt de Staat ze, op denzelfden gewonen dienst, door eene nieuwe. En waar het kosten voor uitbreiding geldt, — wanneer het, bijvoorbeeld, noodig wordt het getal locomotieven, wagens of rijtuigen te vergrooten — dan wordt dit bekostigd door de buitengewone begrooting.

Hoe de Kamer in deze te werk gaat, weet eenieder.

In den herfst, in de maand October doet de Regeering ons de begrooting van ontvangsten en uitgaven voor het volgende dienstjaar geworden. Onder 's Lands Middelen komen de vermoedelijke ontvangsten van den spoorweg voor; op de begrooting van spoorwegen, de uitgaven voor de exploitatie; op de begrooting van ontvangsten en uitgaven voor order, het aandeel der maatschappijen; op 's Lands Schuld, de pensioenen, de jaarlijksche aflossingen, de interest en de afschrijving onzer schuld, waarvan nagenoeg twee derden werkelijk den Staatsspoorweg belasten.

Wanneer de begrooting van buitengewone ontvangsten en uitgaven ons medegedeeld wordt, vinden wij daarop uitgetrokken de uitgaven voorzien voor de uitbreiding van den spoorweg.

De eene na de andere, keuren wij al deze begrootingen goed.

En wanneer wij aldus den Staat gemachtigd hebben tot het aanschaffen der middelen, tot het innen der ontvangsten en tot het betalen der uitgaven, hooren wij gedurende lange maanden van geen spoorweg meer spreken.

Behalve dat, van tijd tot tijd, het *Staatsblad* ons op de hoogte houdt van het verkeer der wagens en van de opbrengst der ontvangsten.

Behalve ook dat, van tijd tot tijd, de dagbladen ons de aanbestedingen van kolen, materieel, locomotieven, enz., melden.

Zekeren dag nochtans hoort men niets meer. Maanden verloop en slechts tegen het einde van het volgende dienstjaar ontvangen wij het verslag over de spoorwegen.

En waarom tegen het einde van het volgende dienstjaar, dit wil zeggen bijna één jaar later?

Ziehier : Eene wet van 1 Mei 1834 bepaalt dat de Minister zijn verslag moet overleggen uiterlijk den 1ⁿ Juli, doch, anderdeels, luidt de wet van 1846 op de Staatsboekhouding dat de verrichtingen van een dienstjaar, voor de vereffening der ontvangsten en uitgaven, slechts afgesloten worden op 31 October van het volgende dienstjaar.

Beide wetten schrijven dus voor den Minister verschillende richtingen voor, en de Minister, om zich uit den slag te trekken, legt zijn verslag over dan eens in Juli, dan eens in September.

Gewoonlijk wordt het in December rondgedeeld.

En hoeveel fictieve zaken vindt men niet in dit verslag, waarvan—onnooig het te zeggen — niemand er aan denkt, de grondslagen, de cijfers en de besluiten te betwisten.

Fictief is de interest- en afschrijvingsrekening : de Staat, in zijne begrooting van 's Lands Schuld, draagt den last dier interesten en der afschrijving op eene algemeene wijze voor gansch zijne schuld.

Fictief ook de loopende rekening van de interesten tusschen spoorwegen en Schatkist.

Ware het niet verkieslijk, die fictie daar te laten en in de werkelijkheid te treden?

De werkelijkheid is de volledige scheiding tusschen de ontvangsten en uitgaven van den spoorweg, eenerzijds, en de ontvangsten en uitgaven van

den Staat, anderzijds; 't is het onderscheid tusschen de boekhouding van den spoorweg en de begrooting van den Staat als macht.

Voor den Staat als macht is niets redematiger dan de begrooting van ramingen, zooals zij door de wet wordt voorgeschreven. Waar het inderdaad belastingen, gewone uitgaven van den Staat geldt, is er niets beter dan hetgeen de Grondwet voorschrijft: vóór den aanvang van een dienstjaar moeten de Kamers elk jaar de heffing van belastingen goedkeuren en tot dezer gebruik machtigen. Er moet evenwicht bestaan tusschen ontvangsten en uitgaven.

De Grondwetgever heeft geen betrouwen in de uitvoerende macht. Het is de taak der Kamer, er voor te zorgen dat dit evenwicht bestaat.

Doch, wanneer de Kamer haren normalen werkkring verlaat, wanneer de Staat niet meer de handelende macht is, doch een nijverheidsbedrijf voert, moeten dan niet andere regelen worden toegepast?

Bijvoorbeeld :

Gesteld een rentenier; een nieuw jaar vangt aan; hij vraagt zich af hoe hij zijne huishouding zal regelen; hij schrijft, eenerzijds, het bedrag op van zijne ontvangsten, en, anderzijds, het bedrag van zijne vermoedelijke uitgaven; naar zijne inkomsten regelt hij zijne uitgaven.

Aldus handelt en moet handelen de Staat als macht.

Dat is de reden van bestaan van zijne begrooting.

Doch nu wordt onze rentenier nijveraar; hij bouwt een pletmolen, hij koopt eene fabriek van spiegelglas aan; en, om meer nog in het huidige nijverheidsleven te treden, nemen wij, in stede van een particulier, eene naamlooze vennootschap.

Zal er dan nog sprake zijn van eene begrooting van ramingen en onderstellingen? Volstrekt niet.

Er zal enkel sprake zijne van eene rekening van beheer, van voltrokken feiten, van vaste uitslagen, en de wet van 18 Mei 1873 schrijft wijselijk eene reeks van voorzorgsmaatregelen voor. Voor het beheer van dit nijverheidsbedrijf zal er een beheerraad zijn, die zijne macht overlaat aan een bestuurder; naast den beheerraad staat de algemeene vergadering der aandeelhouders. Bij het einde van elk dienstjaar maakt het beheer een inventaris op, daarna eene balans die den actieven en passieven toestand nauwkeurig opgeeft, en bovendien een winst- en verliesrekening.

Dringt zich hier niet eene soortgelijke oplossing op en betaamt het niet te handelen, waar het geldt den Staat als nijveraar, zooals onze maatschappijen zouden handelen? Wat hier noodig is, is niet zoozeer eene begrooting van ramingen die aan het dienstjaar voorafgaat, dan wel eene rekening van het beheer die daarop volgt.

Ziehier hoe de wet deze nieuwe boekhouding zou kunnen regelen :

Bij den aanvang van elk jaar zou de Minister van Spoorwegen aan de Kamers eene rekening in twee deelen moeten overleggen.

Het eerste deel zou de ramingen voor het loopende dienstjaar behelzen : eenerzijds, de ontvangsten; anderzijds, de uitgaven, daaronder begrepen

al de lasten, interesten, pensioenen en afschrijvingen. Een bijzonder hoofdstuk zou de buitengewone uitgaven voorzien, welke door eene leening moeten gedekt worden.

Het tweede deel zou bestaan uit eene balans en eene rekening van het beheer voor het dienstjaar dat eindigde op 31 December laatst.

Weldra schrijven wij 1911.

Zoo de spoorweg, in financieel opzicht, een zelfstandige dienst was, zouden wij tot onderzoek ontvangen, niet meer verscheidene begrotingen van ramingen, waaronder wij thans de verschillende uitgaven en lasten, die den spoorweg aangaan, moeten zoeken en ontwaren, maar eene enkele, volledige en afgescheidene begrooting, waarin al deze verspreiden gegevens zouden samengevat zijn.

Wij zouden tevens tot onderzoek krijgen eene balans en eene rekening van het beheer over het dienstjaar 1910, in stede van het verslag dat wij slechts in December zullen ontvangen. De balans zou vermelden den actieven toestand van den spoorweg, zooals deze blijkt uit een inventaris, alsook zijnen passieven toestand, dit wil zeggen het gedeelte van 's Lands Schuld dat hem ten laste valt.

De winst- en verliesrekening zou behelzen de ontvangsten en, tegenover deze, de uitgaven, de verschillende lasten en de afschrijvingen. Is er overschot, dan blijft het in de handen van den Staat en deze benuttigt het hetzij om een bijzonder fonds tot stand te brengen, hetzij om de uitgaven voor uitbreiding te dekken. Is er een tekort, dan moet natuurlijk de Schatkist voorschieten mits werkelijke teruggaaf.

Het spreekt vanzelf dat hier, zooals in de naamlooze vennootschappen, een verslag van den Minister de rekening zou toelichten en aanvullen.

Dit alles zou waarschijnlijk niet veel bezwaar opleveren, zoo men er toe besloot dezen weg op te gaan.

Wij hebben thans drie zelfstandige begrotingen : de begrooting van ontvangsten en uitgaven voor order, waarin zijn vermeld de gelden van derden ; de gewone begrooting die 's Lands Middelen en de verschillende groepen van uitgaven behelst, en de begrooting van buitengewone ontvangsten en uitgaven.

Voortaan zouden wij er vier hebben.

Men zou er klaarder in zien, en alles zou vereenvoudigd zijn.

Elk misverstand over den aard van onze Staatsschuld, die voor twee derden 's Rijks spoorwegen betreft, zou voortaan onmogelijk zijn.

Wat waar is voor de schuld, is eveneens waar voor de begrooting van gewone inkomsten en uitgaven waarvan de helft de spoorwegen betreft,— insgelijks waar voor de buitengewone begrooting die, ieder jaar, heel talrijke millioenen besteedt aan de uitgaven tot uitbreiding van het spoorwegnet.

Daaruit volgt dat, indien al wat de spoorwegen betreft werd afgescheiden van 's Rijks algemeene begrooting om slechts ééne zelfstandige begrooting uit te maken, elke verwarring of elk misverstand onmogelijk zou worden en

onze geldelijke toestand voor de meest voorbedachte lieden zou blijken te zijn wat ze wezenlijk is : alleszins uitstekend.

Overigens, wie beseft niet dat de verwarring der financiën en der comptabiliteiten zekeren dag kan aanleiding geven tot misbruiken?

Kan het niet gebeuren dat eene Regeering, hare uitgaven niet kunnende dekken met de gewone inkomsten waarover zij beschikt, zich op den gepasten tijd herinnert dat de ontvangsten van den spoorweg in de Schatkist worden gestort en dat zij daarin putten kan?

Het zou haar volstaan, het onderhoud en de hernieuwing, die onder de gewone uitgaven moeten voorkomen, te verwaarloozen en voor 's lands nijverheid te zwaar geworden tarieven te handhaven.

Worden de inkomsten vermengd, worden de overschotten, in stede van aan den spoorweg te blijven ter gestadige verbetering van den gewichtigen vervoerdienst, ter beschikking gesteld van den Staat als macht, welke verzoeking voor deze en wat gevaar in het verschiet voor onze nijverheid !

Anderzijds, mag het ook niet dat de spoorwegen en de Staatsbedrijven in 't algemeen aanleiding geven tot verlies voor den Staat.

In elk opzicht levert de scheiding van de financiën en van de comptabiliteiten waarborgen op, welke hunne vermenging niet oplevert.

Het tot stand brengen van eene zelfstandige begrooting der spoorwegen zou onze begrootingsboekhouding onbetwistbaar verbeteren.

't Is maar eene verbetering van vorm, zal men zeggen. Doch soms behelst de vorm de gansche zaak !

Indien, in elk geval, die schets van programma geen aanleiding geeft tot ernstige bezwaren, waarom zou men ze niet onderzoeken met het verlangen om den gewenschten uitslag te bereiken ?

*
* * *

Titel I van het wetsontwerp, dat U is onderworpen, behelst sommige fiskale bepalingen die weinig of geen opmerkingen uitlokten noch in de afdeelingen, noch in de middenafdeeling.

Artikel 1 ontslaat van patentrecht de ambachtslieden die alleen werken of die enkel door hunne vrouw en kinderen worden geholpen. Het huidig patentrecht is verminderd voor hen die hun ambacht uitoefenen met slechts éénen werkman.

De artikelen 2 tot 4 huldigen nieuwe bepalingen betreffende de mout-extracten, de zakuurwerkkassen en den uitvoer van accijnsgoederen met afschrijving van de rechten.

STEMMING IN DE AFDEELINGEN.

1 ^e afdeeling	7	ja	tegen	10	neen;
2 ^e	—	10	—	7	— 2 onthoudingen;
3 ^e	—	15	—	7	— 1 —
4 ^e	—	11	—	6	— 3
5 ^e	—	10	—	11	—
6 ^e	—	12	—	8	—

STEMMING IN DE MIDDENAFDEELING.

Het ontwerp werd goedgekeurd met 5 stemmen tegen 2. Diensvolgens stellen wij U voor, het aan te nemen.

De Verslaggever,

Michel LEVIE.

De Voorzitter,

E. NERINCX.

Antwoorden van de Regeering op de vragen der Middenafdeeling.

1^{ste} VRAAG.

Heeft de Regeering regelen bepaald betreffende de belastingen op het inkomen, door de gemeenteraden aangenomen?

Welke zijn die regelen?

ANTWOORD.

De voorstellen betreffende de gemeentebelastingen en de daartoe geldende reglementen moeten uitgaan van de gemeenteraden; de beslissingen, welke deze nemen *in elk geval*, worden onderworpen aan het advies der Bestendige Deputatie en aan 's Konings goedkeuring, krachtens artikel 76, 5^o, der gemeentewet.

De Regeering heeft niet goed bevonden, aan de gemeenten in zake van belastingen vaste regelen voor te schrijven. De rechtspraak in zake van gemeentebelastingen moet kunnen veranderen om zich te schikken naar nieuwe toestanden of naar omstandigheden eigen aan verscheidene gemeenten. De Regeeringsstempel, in beginsel gegeven aan bepaalde reglementsbeschikkingen, ware een beletstel voor dezer verandering of voor eene niet goedkeuring in een bijzonder geval: sommige bezwaren, bij het eerste onderzoek niet voorzien, kunnen zich laten voordoen en het is noodig dat de Regeering haar recht van contrôle niet bij voorbaat verlamme door zich te verbinden

2^o VRAAG.

Wat werd er, per dienstjaar, uitgegeven voor de herziening van het kadastraal inkomen? Om welke redenen wordt zij nog niet toegepast?

ANTWOORD.

Onderstaande tabel vermeldt per dienstjaar de sommen uitgegeven wegens de herziening van het kadastraal inkomen:

JAAR.	UITGAVEN.
1894.	90,227.73
1895.	271,935.13
1896.	337,745.77
1897.	793,876.06
1898.	97,991.98
1899.	107,549.37
1900.	170,681.52
1901.	47,291.06
1902.	29,831.48
1903.	23,605.92

Die herziening moet worden voltrokken voor de fabrieken en nijverheidsinrichtingen ; men bestudeert thans het middel om dat werk te voltrekken op eene spoedigere en minder kostende wijze dan de schatting van de perceelen. Deze studie bedoelt insgelijks de herziening van het kadastraal inkomen der niet bebouwde eigendommen.

Er kan geen sprake van zijn, de tot hiertoe afgewerkte herziening toe te passen : eene wet, waarbij de aanslag der grondbelasting opnieuw wordt bepaald, kan enkel te gelijker tijd voor al de bebouwde en niet bebouwde eigendommen worden gemaakt.

5^e VRAAG.

Hoeverre staat het met de herziening van de personeele belasting?

ANTWOORD.

De eerste grondslag van de personeele belasting is de huurwaarde. Ten einde aan dezen grondslag meer zekerheid te geven, gaat men na of de aangifte vanwege den belastingschuldige kan worden vervangen door het kadastraal inkomen, mits dit inkomen gestadig in billijke verhouding wordt gehouden tot de echte huurwaarde, dank zij eene nieuwe bepaling der wet op de grondbelasting; deze bepaling zou voor elken ingezetene in 't bijzonder, op de aanvraag van den eigenaar of van het bestuur, de herziening van het kadastraal inkomen toelaten op nader te bepalen tijden, die niet te veel van elkaar zouden verwijderd zijn.

Eene herziening van de wet op de personeele belasting hangt dus af van de nieuwe wet op de grondbelasting waarvan sprake is in het antwoord op de 2^{de} vraag.

4^{de} VRAAG.

Hoeveel bedroeg de toeneming van de ontvangsten ten gevolge van de bepalingen, die verleden jaar werden aangenomen bij de goedkeuring der begroting van 's Lands Middelen : art. 1 en 2 betreffende het patentrecht?

ANTWOORD.

Het bestuur bezit nog de noodige inlichtingen niet om te kunnen zeggen welke de gevolgen zijn van het in werking treden van artikel 1 der wet van 29 December laatstleden. Men voorziet dat, eenerzijds, de toeneming, voortspuitende uit het afschaffen van de maxima, nagenoeg 140,000 frank zal bedragen, maar dat, anderzijds, een groot gedeelte dezer som zal opgeslorpt worden door de ontlastingen verleend krachtens § 2 van bedoeld artikel.

Wat artikel 2 betreft, het heeft veelmeer eene juridische bedoeling en zal waarschijnlijk geen toeneming van toekomsten veroorzaken.

5^e VRAAG.

Welke zullen de gevolgen zijn van de fiskale bepalingen van titel I van het wetsontwerp tot bepaling der Begrooting van 's Lands Middelen voor 1911?

ANTWOORD.

1^o De ontlastingen, voort te spruiten uit bedoeld artikel 1 van titel I, zullen nagenoeg 50,000 frank bedragen in hoofdsom en opcentiemen ten bate van den Staat;

2^o Het is niet mogelijk te voorzien welke de gevolgen zullen zijn van de artikelen 2 en 3, daar de geschriften der handelsstatistiek de in die bepalingen bedoelde goederen niet afzonderlijk vermelden. Eenerzijds, bepaalt artikel 2 eene vrijstelling van invoerrechten ten gunste van s' lands nijverheid; anderzijds, heeft artikel 3 uitsluitend ten doel, te verhinderen dat men de betaling van invoerrechten op zakuurwerkenkassen zou ontduiken;

3^o Artikel 4 betreft de straffen die worden toegepast telkens als een tekort wordt bevonden in de hoeveelheden goederen aangegeven voor den uitvoer met afschrijving van de accijnsrechten.

Het is niet mogelijk te bepalen welke de gevolgen zullen zijn van het nauwkeuriger aangeven der hoeveelheden uitgevoerde goederen met afschrijving van de accijnsrechten.

6^e VRAAG.

De Middenafdeeling verlangt te weten voor het verlopen dienstjaar hoeveel processen-verbaal werden opgemaakt wegens geheime stokerijen en hoeveel alcohol aldus werd bereid?

ANTWOORD.

Gedurende het jaar 1909 ontdekte men 3 geheime stelplaatsen van distilleertoestellen en 6 geheime stokerijen.

Het is niet mogelijk, het bedrag van de ontdoken rechten te ramen. Over 't algemeen wordt er slechts in 't klein gestoken door middel van verdraagbare toestellen, in deze of gene kamer opgesteld; het geldt dus niet een echte nijverheid en er werd bevonden dat die stokerijen zeer dikwijls slechts gedurende een korten tijd werkten.

7^{de} VRAAG.

Welk is, voor ieder der twee jongste dienstjaren, het bedrag van de erfenisrechten, geheven op de roerende waarden?

En welke zijn die roerende waren.

ANTWOORD.

De statistiek der erfenisrechten laat niet toe, een onderscheid te maken tusschen de rechten geheven op de roerende waarden en diè op de onroerende goederen.

8^{ste} VRAAG.

Welke zijn de inzichten van de Regeering betreffende de éénmaking van ons telefoonnet en het telefoontarief?

ANTWOORD.

De Regeering is van plan, de tariefindeeling der telefoongroepen, alsmede den prijs der gesprekken in de steden te wijzigen, zoodat de prijzen op billijker wijze worden verdeeld onder de verschillende soorten benutters naar verhouding van de veranderlijke lasten welke het Bestuur zelf moet dragen.

9^e VRAAG.

Artikel 48 voorziet een dividend voor de aandeelhouders van de naamlooze vennootschap der Brusselsche Vaart- en Haveninrichtingen. Zal er een dividend worden uitgekeerd?

ANTWOORD.

Dat artikel bedoelt het mogelijke dividend voor het jaar 1910.

Voor 1909 werd geen dividend uitgekeerd : het batig slot van dat jaar werd voorbehouden voor onvoorziene werken.

Men kan noch de uitslagen der balans van het loopende dienstjaar, noch de beslissing, welke de algemeene vergadering in de maand Mei 1911 nemen zal, voorzien.

Het artikel komt voor op de Begrooting van 's Lands Middelen sedert 1906; voor de regelmatigheid behoort het in elk geval daarop behouden te worden met zijn weinig aanzienlijk bedrag (200,000 frank).

10^e VRAAG.

Hoever is, met het oog op de borgstellingen en op artikel 52 der Begrooting, het onderzoek betreffende de samenwerkende maatschappijen van Staatsrekenplichtigen gevorderd?

ANTWOORD.

Dit onderzoek heeft tot het volgende besluit geleid : om het beheer te waarborgen van 's Rijks penningen, die de penningen van allen zijn, is

niets doelmatiger en tevens rechtvaardiger dan de persoonlijke en rechtstreeksche verantwoordelijkheid.

11^e VRAAG.

I.

Artikel 30 :

1. *Zou de Regering eene tabel willen mededeelen waarin wordt vermeld :*

1^o *De opgave van de goederen,*

2^o *De datum en de prijs van aankoop,*

3^o *De datum der betaling van den prijs,*

4^o *De huidige huurprijs,*

5^o *Omtrent welken datum de goederen werden benuttigd voor de bestemming waartoe zij werden aangekocht.*

ANTWOORD.

I.

Ongetwijfeld bedoelt de vraag enkel de onroerende goederen, waarvan sprake is in de nota van toelichting.

In onderstaande tabel zijn de gevraagde inlichtingen *in globo* verstrekt onder 1^o tot en met 4^o; voor het opmaken van eene omstandige tabel zou men zeer lang moeten werken, inzonderheid wat betreft de onroerende goederen gelegen in de Antwerpsche gouw.

AANWIJZING VAN DE GOEDEREN.	Datum van den aankoop.	Aankoop prijs met inbegrip van om 't even welke vergoedingen (vergoedingen wegens storing in den handel, wegens huur, enz., enz.)	Datum der betaling of der consignatie.	Huidige huurprijs.	Nabijkomende datum waarop de goederen benuttigd werden voor de bestemming waartoe ze werden aangekocht.
100 eigendommen aangekocht met het oog op het aanleggen van den Kunstberg, te Brussel, Korte Museumstraat, Museumstraat, Berg van 't Hof, Keizersstraat en Ruisbroekstraat, zonder de huizen afgebroken voor het aanleggen van de Square	van einde 1902 tot Mei 1908	9,772,000	Naar gelang van de aankopen.	216,185	Het is onmogelijk, den datum op te geven waarop die goederen zullen benuttigd worden voor de bestemming waartoe ze werden aangekocht.
4,487 hectaren land, weiden, bouwgrond, pachthoven, woon- en handelshuizen, hoven, enz., werden door den Staat aangekocht op het grondgebied van Antwerpen, Austruweel, Eeckeren, Merxem, Wilmarsdonck, Oorderen, Hoevenen, Lillo, Burght en Zwijndrecht, binnen den omtrek der onteigeningen bevolen bij artikel 8 der wet van 10 Mei 1900 en bij de artikelen 1 en 3 der wet van 30 Maart 1906. Nagenoeg 360 hectaren werden reeds benuttigd voor verscheidene werken . . .	van einde 1900 tot heden.	46,675,000	idem.	760,000	Idem. De goederen zullen benuttigd worden naar gelang van de uitvoering der verschillende werken bedoeld in de wetten waarbij machtiging voor de onteigening werd gegeven.

II.

Behelst het artikel het inkomen der goederen van 's Konings schenking en der goederen vermeld in het verdrag tot afstand en in de bijkomende akte van 1908?

II.

d) Artikel 30 behelst het inkomen van de goederen opgesomd in het verdrag tot afstand en in de bijkomende akte van 1908, alsmede het inkomen van de goederen van 's Konings schenking ter uitzondering van die welke afhangen van de gemeenschap die bestond tusschen Z. M. Leopold II en H. M. Keizerin Charlotte, met name van het domeingood Ciergnon en Ardenne en van het boschdomein Tervuren.

De Regeering houdt zich bezig met de juridische afrekening van de gemeenschap; dat gaat gepaard met groote bezwaren, uit hoofde van de persoonlijke wet der prinses.

Intusschen worden, zooals vroeger, de goederen beheerd door de personen, die daartoe werden aangewezen door den Koning onmiddellijk na de schenking en thans het bijzonder comiteit uitmaken waarvan verder sprake

is. Het eerste beheerjaar na afloop van het vruchtgebruik van wijlen den Koning is nog niet verlopen; wanneer dat jaar zal verlopen zijn, zal de rekening van inkomsten en uitgaven worden opgemaakt naar de voorschriften der comptabiliteitswet.

Hier dient te worden bijgevoegd dat dit eerste beheerjaar een overgangsproefjaar is.

b) Is er nog een bijzonder beheer voor die goederen of zijn ze in het domein opgenomen?

Hoeveel kost dat bijzonder beheer, indien er nog een is?

b) Bij een koninklijk besluit van 30 December 1908 werd bij het Ministerie van Financiën ingesteld een bijzondere dienst belast met het beheer der goederen voortkomende van 's Koningsschenking, van het verdrag tot afstand en van de Bijkomende Akte. Aan het hoofd van dien dienst staat een comiteit van vijf leden; een dezer leden is ambtenaar in mijn Ministerie, een ander is ambtenaar bij het Water- en Boschwezen.

Het beheer der goederen is, onder de leiding van het comiteit, toevertrouwd aan de plaatselijke ontvangers der domeinen.

Daarenboven zijn een twintigtal bedienden en aangestelden belast met het beheer en het toezicht op de uitgebreide bosschen en landerijen voortkomende van de schenking.

Men acht dat, voor al die domeinen te zamen, de dienst in zijn geheel, na definitieve inrichting, nagenoeg 36,000 frank zou kosten wegens de jaarwedden van het bijzonder personeel en de vergoedingen aan 's Rijks ambtenaren die, buiten hunne ambtsbezigheden, deelnemen aan de werkzaamheden van het Comiteit.

c) Is de rente bepaald, welke voorzien werd voor de schenking van het domein van Ciergnon en Ardenne?

De rente voorzien voor de schenking van het domein van Ciergnon en Ardenne moet, naar luid van de akte van 9 April 1900, gelijkstaan met het gemiddeld netto inkomen van het domein, onwederroepelijk te schatten door drie deskundigen die moeten benoemd worden door den eersten voorzitter van het Hof van Beroep binnen welks gebied dit domein is gelegen.

Met de belanghebbenden zijn er onderhandelingen aangeknoopt tot het benoemen van de deskundigen in der minne.

